

# Solaire : EDF cherche à se défaire du fardeau Photowatt

## ÉNERGIE

Procédant à des cessions d'actifs non stratégiques, EDF cherche à se désengager de l'un des derniers fabricants de composants pour panneaux solaires français.

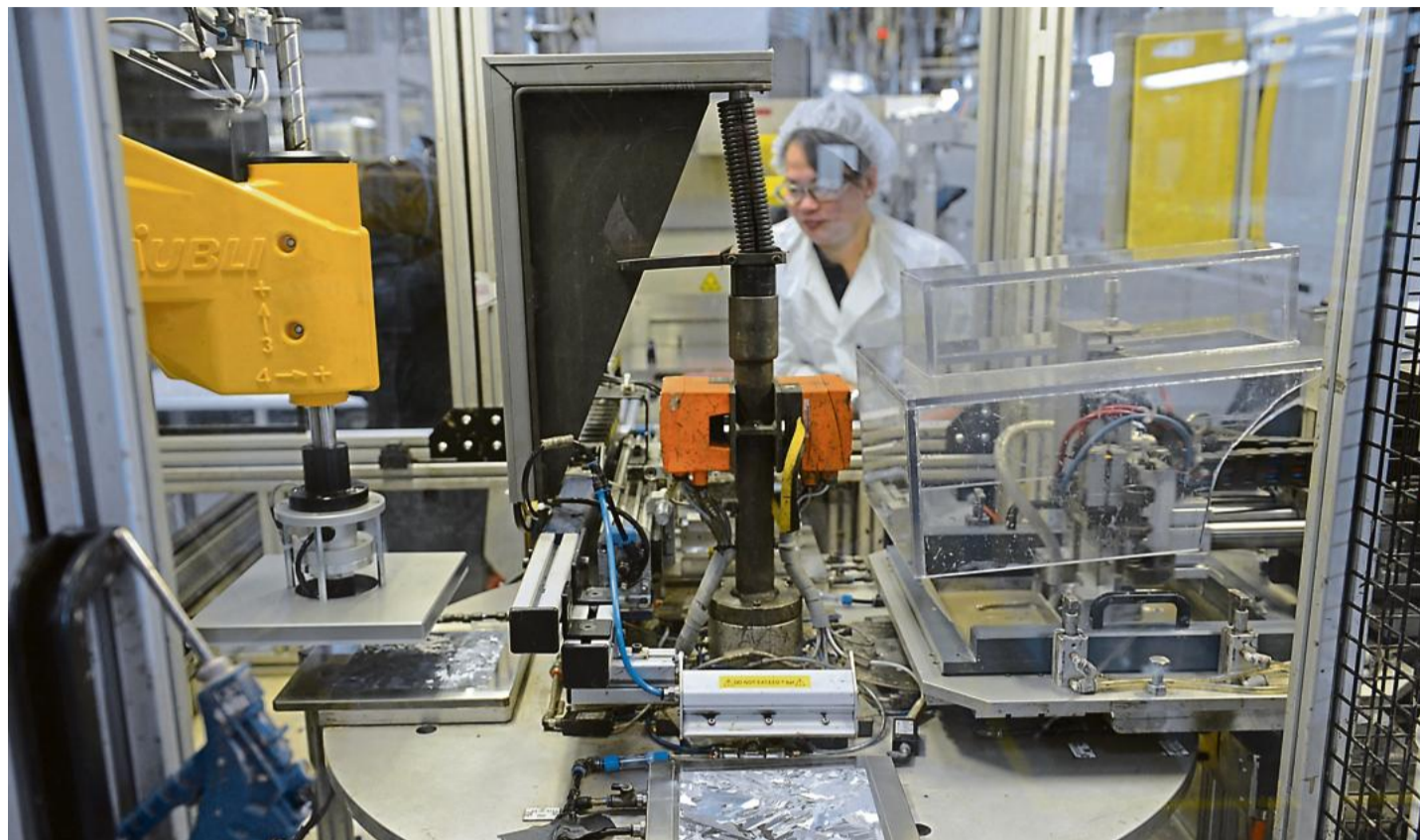
Sharon Wajsbrot  
@Sharonwaj

L'avenir du fabricant de plaquettes de silicium Photowatt, emblème du photovoltaïque tricolore, est à nouveau sur la table. Près de dix ans après avoir été repris par EDF sous la pression des pouvoirs publics, Photowatt a engagé ces derniers mois, selon plusieurs sources, une revue stratégique pour explorer « toutes les voies possibles » pour sortir de l'ornière.

L'objectif ? Remédier au déficit structurel de ses activités afin de trouver un repreneur car son principal actionnaire EDF souhaiterait se désengager. « La santé financière d'EDF n'est pas bonne et Photowatt n'est pas cœur de métier pour le groupe. Par ailleurs, EDF estime que son rôle n'est pas de consolider la filière photovoltaïque française dans la durée », détaille une source qui pointe qu'EDF a investi un total de 360 millions d'euros dans Photowatt depuis sa reprise en 2012.

### Une offre de reprise en discussion

Selon plusieurs sources, des discussions sur une offre de reprise sont en cours avec la PME grenobloise ECM Technologies, spécialisée dans la fabrication de fours utilisés dans l'industrie photovoltaïque. Cette dernière a déjà travaillé avec Photowatt, notamment à travers un partenariat avec le CEA. Les feux ne sont toutefois pas tous au vert. « Il faut stabiliser un business plan solide pour Photowatt », concède une source. EDF ne fait pas de commen-



Repris par EDF en 2012, Photowatt pâtit depuis des années de la concurrence des géants chinois, dont la production annuelle de panneaux solaires se compte en gigawatts contre à peine une centaine de mégawatts pour la PME. Photo Philippe Desmazes/AFP

taire sur ce projet mais indique « mettre tout en œuvre pour trouver la meilleure solution pour Photowatt et ses salariés ».

Créée par essaimage de Philips en 1979, Photowatt pâtit depuis des années de la concurrence des géants chinois, dont la production annuelle de panneaux solaires se compte en gigawatts contre à peine une centaine de mégawatts pour la PME. Pour se différencier, Photowatt a tenté en 2018 un saut technologique et une spécialisation sur l'amont de la chaîne de valeur. Un plan qui s'est traduit par la suppression d'un tiers des effectifs mais qui n'a pas résolu toutes les difficultés.

En 2020, Photowatt affichait une perte d'excédent brut d'exploitation (Ebitda) de 22 millions d'euros, après une perte de 36 millions d'euros en 2019. Pour 2021, elle table encore sur

une perte d'excédent brut d'exploitation de 21 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 27,2 millions d'euros.

### Souveraineté

A Bercy, on fait valoir la volonté du gouvernement de « préserver l'outil industriel de Photowatt », l'un des derniers sites en France à fabriquer des lingots et des plaquettes de silicium pour les panneaux solaires, et l'on assure que « le scénario central est celui d'une cession de l'entreprise ».

Localement, on s'inquiète toutefois des difficultés liées à la mise à œuvre d'un tel scénario. « Ce qu'on craint, c'est une mise au tapis de Photowatt. Tous les projets de reprise ne pourront fonctionner qu'à condition qu'on ait une vraie politique active de réindustrialisation qui valorise

l'innovation et l'empreinte carbone des panneaux solaires produits en France », pointe Laurent Wauquiez, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Dans un avis publié fin février, son conseil régional a souligné les risques pour l'emploi

### En déficit structurel, Photowatt tente de trouver un repreneur.

liés à une éventuelle fermeture de l'usine de Photowatt de Bourgoin-Jallieu, (Isère) ; mais aussi les risques en termes de souveraineté liée à la perte de savoir-faire dans le photovoltaïque.

A ce jour, si les cellules de Photowatt affichent une empreinte carbone meilleure que celle de ses

concurrents asiatique, c'est loin d'être suffisant pour gagner des parts de marché. La preuve ? EDF lui-même n'a pas retenu les produits de sa filiale pour candidater à plusieurs appels d'offres solaires en France l'année passée, estimant que l'offre de Photowatt n'était pas assez compétitive.

« Dans les appels d'offres, 70 % de la notation doit être basée sur le prix pour respecter les règles de la concurrence imposées par Bruxelles. Cela limite mécaniquement la part allouée à l'empreinte carbone des panneaux solaires. Par ailleurs, le poids relatif de cette dernière doit encore diminuer dans les années à venir pour faire place à d'autres critères comme le financement participatif des projets solaires », explique Xavier Daval, vice-président du syndicat des énergies renouvelables. ■

## EDF mis en demeure après une inspection à Flamanville

### ÉNERGIE

Dans la nuit du 11 au 12 janvier, l'Autorité de sûreté nucléaire a lancé une inspection surprise dans la centrale simulant une situation de crise sévère.

Sharon Wajsbrot  
@Sharonwaj

C'est une alerte de plus pour la centrale nucléaire d'EDF de Flamanville située dans la Manche, celle qui accueille le réacteur de nouvelle génération EPR censé démarrer en 2023 et deux réacteurs d'ancienne génération. Et qui était déjà placée sous surveillance renforcée à la suite d'une série de manquements relevés par le gendarme du nucléaire.

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a mis en demeure EDF face aux failles décelées dans son plan d'urgence interne. Concrètement, l'ASN a demandé à EDF, en juin 2017, de mettre à jour son plan d'urgence interne d'ici à début 2021. À l'approche de cette date butoir, en fin d'année dernière, l'énergéticien a indiqué que son nouveau plan d'urgence n'était pas finalisé mais que son organisation spécifique à Flamanville – où cohabitent un chantier et deux réacteurs en fonctionnement –, lui permettait tout de même de se conformer aux standards de gestion de crise.

### Durcir le ton

Or, lors d'une inspection surprise menée en pleine nuit, entre le 11 et le 12 janvier dernier, l'Autorité de sûreté s'est aperçue que cette organisation ne fonctionnait pas. « On a choisi un scénario de crise sévère qui implique que peu de personnes peuvent se rendre sur place comme lors d'une

### Mal organisé, EDF n'a pas réagi dans le temps imparti.

inondation ou lors de fortes chutes de neige. Ce scénario implique que certains salariés d'EDF doivent réaliser des missions qui ne sont pas les leurs habituellement. Or, l'inspection sur place a montré que les formations et les outils étaient insuffisants pour y parvenir. Les délais de mise en route de l'organisation de crise ont été beaucoup trop longs », explique l'inspecteur en chef de l'ASN, Christophe Quintin.

Lors de l'inspection, l'ASN a par ailleurs constaté « un délai tardif d'alerte des autorités ». EDF a mis près de deux heures à prévenir la préfecture qu'un plan d'urgence interne avait été déclenché dans le cadre de l'exercice.

Ce type de mise en demeure est assez rare et vise pour l'Autorité de sûreté nucléaire à durcir le ton vis-à-vis d'EDF pour s'assurer qu'il respecte les délais de mise en œuvre des prescriptions réglementaires. « Le non-respect d'une mise en demeure est un délit », rappelle Christophe Quintin.

EDF s'est engagé à fournir son nouveau plan d'urgence de la centrale de Flamanville à l'Autorité de sûreté d'ici au 16 avril prochain, pour une mise en œuvre dans les six mois qui suivent. « Deux exercices de crise seront mis en œuvre d'ici à mi-octobre pour s'assurer que ce plan est opérationnel », explique EDF. ■

# Exxon promet un rebond à ses actionnaires

## ÉNERGIE

Après une perte de 22 milliards de dollars l'an dernier, le numéro un américain du pétrole a promis des investissements compétitifs avec les cours du brut et une politique de dividendes solide.

Véronique Le Billon  
@VLeBillon  
—Bureau de New York

Tailler dans les coûts, sélectionner les meilleurs projets, garantir le dividende : Darren Woods a donné ses recettes, mercredi, à l'occasion d'une présentation aux investisseurs, pour les convaincre de la capacité d'ExxonMobil à améliorer ses performances. Le premier pétrolier américain a lourdement souffert des conséquences de la

pandémie, avec une perte nette de 22,4 milliards de dollars l'an dernier, liée à des dépréciations d'actifs massives. Et il n'a pas engagé de virage stratégique dans les énergies vertes, inquiétant certains de ses actionnaires.

### Moins dominant

« Ce qui est critique est de s'assurer que nous serons bien positionnés pour être compétitifs en termes de coûts de production », a expliqué le PDG. Après 16 à 19 milliards de dol-

lars d'investissements prévus cette année, ils pourraient atteindre de 20 à 25 milliards par an en moyenne entre 2022 et 2025. Mais « nos investissements privilégient les meilleurs rendements », a indiqué Neil Chapman, VP en charge de l'exploration-production : 90 % des investissements de la période 2021-2025 assurent un rendement de plus 10 % avec un cours de pétrole inférieur ou égal à 35 dollars (le Brent cote près de 65 dollars aujourd'hui).

Le groupe s'engage à réduire ses coûts de fonctionnement de 6 milliards de dollars fin 2023 par rapport à 2019, pour les ramener à 38 milliards de dollars. Il a déjà fait la moitié du chemin l'an dernier, avec 3 milliards de dollars d'économies structurelles pour résister à la chute des cours. Et les deux tiers du chemin restant à parcourir viendront d'économies sur les effectifs.

### Capture et séquestration de carbone

Ces économies assureront le maintien d'une politique de versement de dividendes solide, un pilier de la culture Exxon. Une fois le dividende et les investissements financés, « s'il y a plus de cash-flows, ils seront utilisés pour le désendettement, pas pour augmenter les dépenses d'investissement », a précisé Andrew Swiger, senior VP en charge des finances du groupe. À partir de 50 dollars le baril en

moyenne sur l'année, un dollar de plus apporte 3 milliards de dollars de ressources supplémentaires, indique le groupe.

La dette, qui atteint près de 70 milliards de dollars, a presque doublé en deux ans. Mis sous pression pour accélérer sa transition énergétique, Darren Woods assure que le pétrole et le gaz représenteront encore près de la moitié du mix énergétique (48 %) à l'horizon 2040. Et juge qu'il manque encore des percées technologiques pour faire baisser les coûts ou faire basculer le secteur du transport.

Pour réduire ses émissions de CO<sub>2</sub>, Exxon mise en priorité sur la réduction des émissions de méthane, les biocarburants ou l'hydrogène moins carboné (mais pas vert). Son autre grand axe de développement sera la séquestration et le stockage du carbone. Une technologie à peine émergente, mais dont Exxon assure être le numéro un mondial (avec 40 % du CO<sub>2</sub> capté) et dont il espère réduire les coûts (en dollars par tonne de CO<sub>2</sub>) d'un tiers à l'horizon 2030.



### À NOTER

Exxon a annoncé en début de semaine la nomination de deux nouveaux administrateurs : l'activiste Jeffrey Ubben et l'ancien directeur financier de Comcast Michael Angelakis.

## COMMUNIQUÉ

### PROJET DE STADE LOUIS-NICOLLIN

#### AVIS D'INFORMATION DU PUBLIC EN APPLICATION DE L'ARTICLE L121-8 II DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Identification du Maître d'ouvrage :  
Montpellier Hérault Sport Club

**Contexte et objectifs du projet :**  
Consécutivement à l'installation d'un comité de pilotage visant à déterminer collectivement l'emplacement du stade LOUIS-NICOLLIN, un accord a été trouvé concernant le site dit « Ode à la Mer - Acte 1 » sur la commune de Pérols. Cette décision a été rendue publique par la Métropole de Montpellier et le MHSC le 4 janvier 2021. Ce projet de nouveau stade permettra d'accompagner le développement du MHSC et de renouveler l'expérience des supporters en provenance de toute la région Montpellieraine.

**Caractéristiques principales :**  
Le projet consiste à la création d'un stade de nouvelle génération comprenant une enceinte sportive et des activités culturelles et économiques « in stadia », sur un espace d'environ 7 ha situé au sein de la tranche 2 de la ZAC Ode Acte 1.

**Périmètre de l'opération :**  
Le projet se situe sur le territoire de la Métropole de Montpellier et sur la commune de Pérols dans l'Hérault (34).

**Décision concernant la saisine de la Commission Nationale du Débat Public :**

Le projet, objet du présent avis, est rendu public conformément aux dispositions de l'article L121-8 II du code de l'environnement. Le Maître d'Ouvrage a décidé de saisir la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) avec la SA3M, aménageur de la ZAC Ode à la Mer.

Cette saisine, intervenue simultanément au présent avis, permet à la CNDP de se prononcer sur les modalités de participation du public au présent projet.

**Dossier afférent au projet :**  
Les éléments de présentation du projet du stade sont accessibles sur demande au siège du club à l'adresse Domaine de Grammont, Avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier. Les éléments relatifs à l'opération d'aménagement Ode à la Mer sont accessibles sur demande auprès de la SA3M, 45 Place Ernest Granier, 34000 Montpellier. Ils seront largement diffusés à l'occasion de la concertation consécutive à la saisine de la CNDP.